

QUATRIÈME ANNÉE
ON S'ABONNE
à l'Imprimerie.
Prix: 12 FRANCS PAR AN.
Payable par trimestre
et d'avance.

MESSAGER

NUMÉRO 2
ANNONCES: 1 Fr. l'aligne
caractères 9 points
(petit romain).
Au COMPTANT.
S'adresser à l'Imprimerie

DE TAHITI.

DIMANCHE 9 JANVIER 1859.

Papeete, le 9 Janvier 1859.

PARTIE OFFICIELLE.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie,
Vu le décret d'organisation du Ministère de l'Algérie
et des colonies qui considère comme *marins détachés* et
hors cadre, les officiers de vaisseau employés par ce département;

Considérant qu'il importe pour le bien du service, que
la situation de l'officier supérieur de la marine Commandant
particulier de l'Etablissement de Tahiti et Commissaire
Impérial P. I. pût être la même que celle des autres
détachés, ainsi bien pour les relations officielles avec les deux
Départements de la Mer et de l'Algérie et des colonies,
que pour les allocations qui doivent leur être accordées au
compte de chacun de ces départements,

Décide:

A dater du 1^{er} Janvier 1859, M. le capitaine de frégate
de la Ricerie, commandant particulier de Tahiti, Commissaire
Impérial P. I. est nommé:

Commandant la station locale de l'Océanie Orientale;

M. de la Ricerie correspondra directement avec S. E.
le Ministre de la marine pour tout ce qui concerne le service
local des Ets de la Protection, les Ets sous le vent et
les Ets Marquises.

Il correspondra directement avec S. A. I. le Prince
chargé du Ministère de l'Algérie et des colonies pour tout
ce qui concerne le gouvernement des Ets de la Protection,
y compris les Tahitiens et les Ets Marquises, les relations
politiques avec les Ets sous le vent et le gouverne-
ment des Marquises.

Papeete, le 1^{er} Janvier 1859.

SAISSSET.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie,
Considérant qu'il est nécessaire que l'exercice de la
médecine et la vente des médicaments soient régies à
Papeete,

Le Conseil de gouvernement entendu,

Décret:

Art. 1^{er}. Nul ne peut exercer la profession de médecin
ou de chirurgien à Papeete, s'il n'est muni de titres valables
par la loi du 12 ventôse, an 11 (10 mars 1803).

Art. 2. Nul ne peut exercer cette profession pour y déli-
vrer des médicaments s'il ne remplit les conditions exigées
par la loi du 25 frimair, an 11 (13 août 1803).

Art. 3. Toutefois le Gouverneur peut conférer le privi-
lège d'exercice de la médecine ou de la pharmacie à toute
personne étrangère qui remplit les conditions de moralité
et d'instruction nécessaires pour l'exercice de ces profes-
sions, bien et dûment constatées par un jury d'honneur
présidé par le chef du service de santé de l'Etablissement.
Art. 4. Toute personne qui voudra s'établir à Papeete
à titre de médecin ou de pharmacien devra produire les
titres qui peuvent lui appartenir.

Ces titres seront enregistrés et visés au conseil de santé
de l'Etablissement de Tahiti.

Art. 5. Les médecins et les pharmaciens sont assujettis, en
ce qui concerne leurs professions, à tous les règlements, à
toutes les lois et ordonnances qui régissent la médecine en
France.

Art. 6. Les hôpitaux civils et les maisons de santé par-
ticulières sont sous la surveillance et l'inspection du conseil de
santé, en ce qui concerne, l'hygiène, l'alimentation, et le
traitement des malades dans ces établissements.

Art. 7. Pour l'exécution de l'article 6, le chef du service
de santé sera fréquemment visité des deux établissements,
au moins une fois par mois. Il s'assurera que la tenue et le
traitement des malades ne laissent rien à désirer.

Art. 8. Le chef du service de santé assisté du pharmaci-
en du Gouverneur et accompagné du commissaire de police
faisant des visites dans les pharmacies civiles, à l'effet
de s'assurer que les substances réputées *empoisonnées* par
l'ordonnance du 30 octobre 1816 sont tenues dans des ar-
moires fermant à clef et placées hors de la portée des mains
étrangères.

Il s'assurera que ces substances sont de bonne qualité,
et il vérifiera si le registre sur lequel doit être porté le
détail des substances venant en réquisition est régulièrement tenu.

Art. 9. Les pharmaciens civils pourvu de leur propre
autorité délivrer des médicaments et des préparations
simples; mais toute livraison de substance réputée *empoison-
née* ne pourra se faire que sur ordonnance d'un médecin.

Art. 10. Le registre à nu ad hoc pour la livraison des
substances vénéneuses, devra porter la date du jour où

la livraison s'est opérée, la quantité de la substance dé-
livrée, le nom du personnel à laquelle la délivrance a
été faite, et les motifs de la prescription qui aura ordonné
cette délivrance.

Art. 11. L'opium étant une substance de premières né-
cessités pour les Chinois, il est toléré qu'un demi-livre
d'opium soit mensuellement délivré à chaque Chinois
résidant à Papeete, en présence du commissaire de police.

Art. 12. Les pharmacies doivent rester accessibles
jour et nuit.

La délivrance des médicaments ne peut être ajournée,
sous aucun prétexte.

Art. 13. Les personnes exerçant la médecine civile, ne
peuvent en aucune circonstance opération sérieuse sans être
assistées du chef du service de santé.

Papeete le 4 Janvier 1859

SAISSSET.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie,
Atteu qu'il est nécessaire de déterminer l'intérêt légal
des personnes de l'Argo et de prévenir les abus qui
pourraient résulter de l'absence de toutes dispositions à cet
égard;

Vu les lois, ordonnances et arrêtés qui régissent la ma-
tière en Algérie et dans les autres colonies françaises;

En vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1813;
renvoie applicable aux Ets de la Société;

Le Conseil de Gouvernement entendu,

ARRÊTE:

L'loi du 3 septembre 1837, modifiée par celle du 27
décembre 1850, sur le taux de l'intérêt de l'argent et le
délit d'habitude d'usure, est promulguée aux Ets de la Protec-
tion et y sera exécutée sous les mêmes conditions qu'aux
articles 1, etc.

Art. 1^{er}. L'intérêt conventionnel ne pourra excéder, en
matière civile et en matière de commerce, l'usage pour tout,
le tout sans retenue.

Art. 2. L'intérêt légal sera, en matière civile et en ma-
tière de commerce, de douze pour cent, aussi sans retenue.

Art. 3. Lorsque dans une instance civile et commer-
ciale, il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait
à un taux supérieur à celui fixé par la loi, les per-
ceptions excessives seront imputées de plein droit, aux
intérêts ou en s'ajoutant à eux, sur les intérêts légaux
alors échus subordonnement sur le capital de la créance.

Si l'instance est étendue au capital et intérêts, le prê-
teur sera condamné à la restitution des sommes indûment
perçues, avec intérêts, du jour où elles lui auront été payées.

Tout jugement civil ou commercial constatant un fait
de ce genre sera transmis par le greffier au ministère
public dans le délai d'un mois, sous peine d'une amende
qui ne pourra être en outre de seize francs ni excéder cent
francs.

Papeete, le 4 Janvier 1859.

Le Gouverneur

SAISSSET.

INSPECTION DES POSTES EXTERIEURES.

S. E. le Gouverneur partira le dimanche 9 pour Pape-
ete, à la quelle il se rendra le Samedi 22 pour Tura-
vao.

Messieurs les Chefs de poste devront se rendre sur
ces dispositions la veille au soir de l'arrivée du Gouverneur.

M. le Directeur du gîte accompagnera le Gouverneur
dans l'inspection des postes extérieurs.

Le Chef d'Etat Major,
de SAISSSET.

Le transport de la Marine Impériale l'*Infatigable*
partira pour Valparaiso le Jeudi 10 Janvier.

Ce bâtiment emportera les dépêches du Gouverneur
et des différents services, ainsi que les correspondances
particulières à destination de France, pour les remettre
à Valparaiso au paquebot Anglais d'Europe.

Les passages désignés pour prendre passage sur ce
bâtiment, seront embarqués le 19 Janvier.

A Messieurs Clark et Keen,
Conformément aux ordres de son Excellence Monsieur
le Gouverneur, la goëlette Américaine *Emma*, est autorisée

